

---

Si nous décidons de dépenser plus dans un secteur de l'économie, nous devons dépenser moins dans d'autres. Après coup, il est facile de dire que, depuis une vingtaine d'années, les gouvernements n'ont pas assez insisté sur le fait que, si l'on demande et reçoit des bénéfices comme des pensions et une assistance médicale plus élevées, il faut accepter soit des services de moindre qualité dans d'autres domaines, soit une amélioration plus lente de nos niveaux de vie personnels.

Si nous préférons la liberté à la contrainte, nos propres responsabilités à la dictée de l'État, je m'attends que les syndicats et les sociétés, entre autres, nous apprennent comment ils se proposent de restaurer la paix et la stabilité dans les négociations collectives, lorsque la régie prendra fin, et comment ils se proposent de travailler dès maintenant en ce sens.

Je demande aux dirigeants des sociétés s'ils sont prêts à accepter la responsabilité des conséquences sociales de leurs décisions. Ainsi, lorsqu'une entreprise pollue l'environnement, devrait-elle être tenue de réparer les dégâts et d'empêcher que la chose ne se reproduise? Ou est-ce là une responsabilité qui incombe au Gouvernement? Et, dans ce cas, comment y parvenir sans accroître les dépenses gouvernementales et les pouvoirs de réglementation, deux choses auxquelles le secteur privé s'oppose d'ailleurs énergiquement? Le secteur privé est-il prêt à agir de plein gré pour que les chances économiques soient partagées plus équitablement à travers le pays par le choix de leurs implantations? Est-il prêt à encourager la conservation de l'énergie?

L'industrie de l'automobile se décidera-t-elle à produire des véhicules plus économiques en carburant, ou alors le Gouvernement devrait-il lui imposer cette décision, par une intervention plus poussée? Il faut que ce soit fait, mais qui s'en chargera?

Quelles mesures les syndicats ouvriers sont-ils disposés à prendre pour assurer un meilleur équilibre entre les salaires et la production et ainsi réduire la poussée inflationniste?

Il n'y a pas à se demander si les consommateurs canadiens devraient gaspiller moins de nourriture et d'énergie. Il faut en arriver là, mais comment? Par des décisions personnelles ou par l'entremise d'une réglementation gouvernementale?

Ce que j'essaie de vous faire voir, c'est que le Canada aura, dans les années à venir, à faire face à des défis de taille et que notre aptitude à les relever dépendra essentiellement de notre volonté d'ajuster nos mentalités et nos habitudes à la réalité. Notre espoir

---